

RELAFRICA 2017

5 thèmes pour éclairer votre vote

Les fantômes de François Fillon en Afrique resurgissent

Postulant à la magistrature suprême, François Fillon tente maladroitement de rompre avec son passé en Afrique. Alors premier ministre de Nicolas Sarkozy, le candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle de 2017 était bien l'un des principaux défenseurs de la ligne FrançAfrique dont il essaye aujourd'hui de se démarquer. Analyse.

Ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon tente de redorer son image en Afrique depuis son départ de Matignon. Lors d'une visite à Dakar en 2013, il affirmait : « Le temps où l'Occident prétendait dominer et éclairer le monde est terminé depuis longtemps. Personne n'a de leçons à donner à l'autre et chacun est utile à l'autre. »

| INTERVENTIONNISME MILITAIRE

Le François Fillon candidat à la présidentielle semble même vouloir minimiser ses positions militaristes.

A l'occasion du second débat télévisé de la présidentielle, il avançait : « La France n'a pas vocation à être le gendarme du monde ». Allant même jusqu'à pourfendre l'actuel président de la république : « il faut beaucoup moins engager nos armées que Monsieur Hollande ne l'a fait ». Selon lui, la « France ne peut plus intervenir militairement seule dans un pays étranger ». Il soutient que les pays européens devraient en « partager le fardeau ».

Pourtant, François Fillon déclarait dans un entretien accordé au Monde et après avoir rendu visite aux forces françaises déployées dans la bande sahélo-saharienne, vouloir « prolonger les actions militaires [...] pour défendre nos intérêts français et lutter contre le terrorisme ».

Un positionnement plus conforme à ses actions passées en Afrique. Le 12 juillet 2011, l'actuel candidat à la présidentielle déclarait au Sénat à propos de l'intervention militaire française en Libye: « je préfère prendre le risque de l'action plutôt que la certitude de la défaite morale ». Une phrase dont il se repent aujourd'hui, qualifiant cette intervention lors de la présentation de son « programme pour la France » en juillet 2016, « d'erreur d'analyse ».

Pis, un peu plus de deux semaines après l'intervention franco-britannique en Libye, la France avec François Fillon comme premier ministre s'engageait sur un deuxième front afin de mener des bombardements aux côtés de l'ONU dans la crise électorale touchant la Côte d'Ivoire.

| DEMOCRATIE

Sur le plan démocratique, François Fillon s'est très vite positionné en 2016 contre l'élection d'Ali Bongo au Gabon. Il déclarait : « Le sentiment qu'on a en écoutant les observateurs sur le terrain, c'est que le président Bongo n'a pas gagné cette élection ». Une déclaration récemment réaffirmée sur les ondes de RFI le 6 avril 2017.

Cette nouvelle prise de position contraste avec celle de son équipe de campagne.

Bernard Debré confiait dans un entretien accordé à Jeune Afrique que « la France n'a pas à s'immiscer dans la politique intérieure des pays africains ». Cette citation répond fermement aux propos de François Fillon jugés « inappropriés » par Bernard Debré. Gérard Larcher et Christian Jacob, deux autres proches du camp Fillon, ont d'ailleurs rencontré à Paris Emmanuel Issoze Ngondet, le premier ministre d'Ali Bongo.

La position du candidat contraste là aussi avec son passé de premier ministre. En 2009, François Fillon s'était tenu de tout commentaire lorsqu'Ali Bongo prenait de manière tout aussi controversée qu'en 2016 la succession de son défunt père Omar. En 2011, cela n'avait pas non plus empêché [François Fillon de s'afficher aux côtés d'Ali Bongo à Libreville](#). En 2013, la Lettre du Continent nous apprenait que François Fillon avait entretenu plusieurs échanges avec Maixent Acrombessi, l'ancien directeur du cabinet d'Ali Bongo.

La société civile avait pourtant appelé François Fillon à ne plus soutenir « la dictature ignominieuse » au Gabon.

| ECONOMIE

En tant que premier ministre, François Fillon s'était rendu dans trois pays d'Afrique de l'Ouest en 2011 pour promouvoir les intérêts des chefs d'entreprises français. Le Figaro l'avait même surnommé comme étant le « [VRP de la France en Afrique](#) ». Cette ligne économique ne devrait pas changer. Elle devrait même être davantage confortée, si François Fillon était amené à devenir le prochain président français.

| RESEAUX DES CANDIDATS

François Fillon peut d'ailleurs bénéficier du soutien de plusieurs figures des entreprises françaises. Philipp Bohn, l'ancien responsable Afrique d'EADS et actuellement vice-président d'Airbus, est l'un d'entre eux.

Il peut aussi compter sur une armada de personnalités politiques afin de soigner ses relations avec les décideurs africains. Officiellement, Bernard Debré conseille François Fillon sur les questions liées à l'Afrique. Le candidat peut aussi compter sur les conseils de Jean-Louis Borloo, dont le carnet d'adresses est bien rempli.

Mais aussi sur Robert Bourgi, acteur de premier plan de la FrançAfrique.



relafrica2017.fr

© 2017, Relafrica2017, Tous droits réservés

Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit à la newsletter Relafrica2017.

[Se désinscrire](#)

Envoyé par

